

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

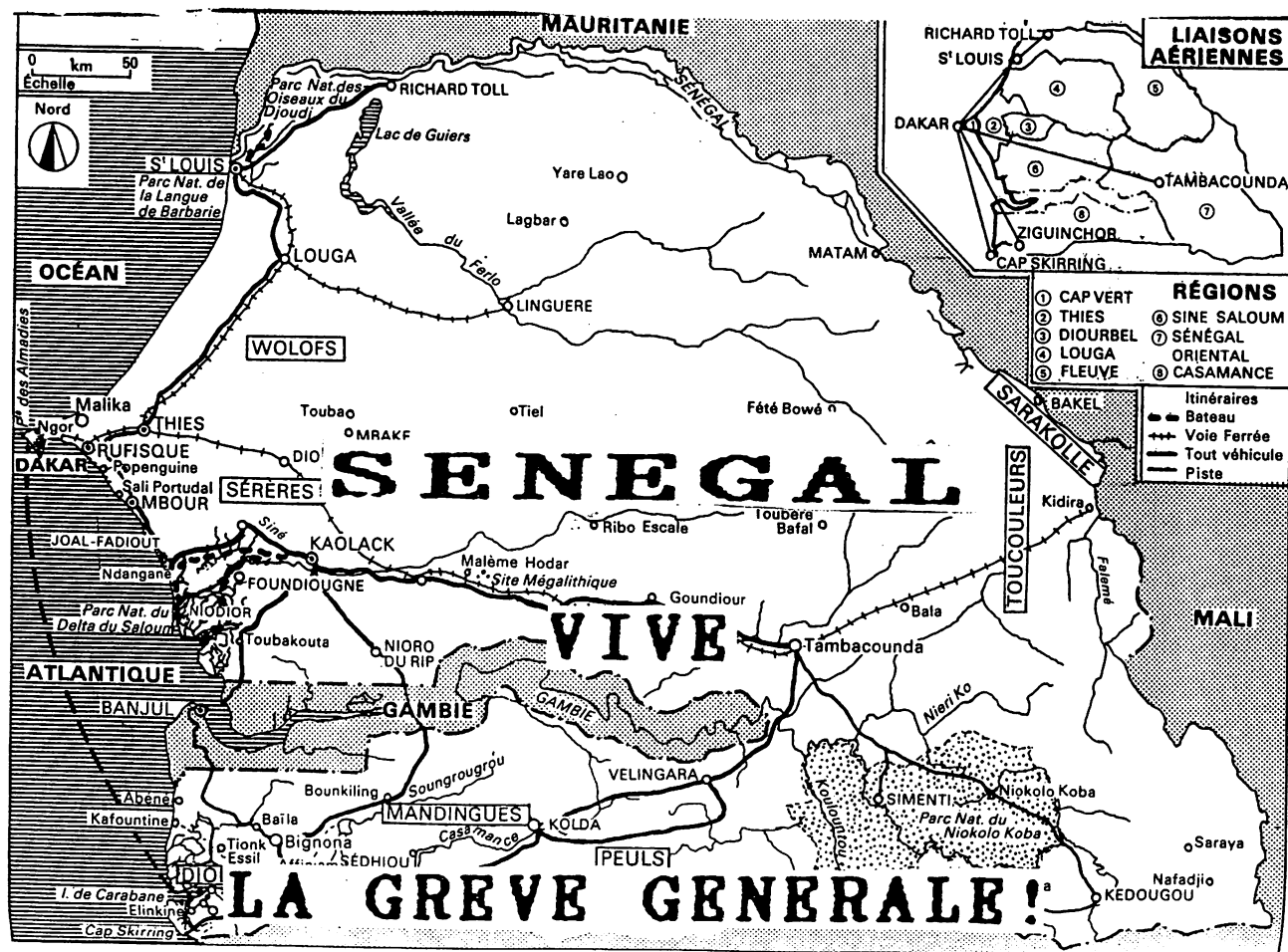
ISSN 0241 0494

LE 5 SEPTEMBRE 1993

N° 218

PRIX

4 FF



sommaire au verso

SOMMAIRE

Page 2
EDITORIAL

Page 4
Mali: Le gouvernement prépare un mauvais coup contre les travailleurs

Page 5
Côte d'Ivoire: Doublement des salaires des députés, un bon exemple pour les travailleurs

Page 6
Tchad: Le gouvernement est responsable des massacres de Gniguilim et de Ndjaména

Page 8
Nigéria: Le mécontentement gronde contre le nouveau gouvernement

Page 10
Projet d'accord entre Israël et l'OLP

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an
- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE:

DUFEAL - COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 - CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

S E N E G A L

VIVE LA GREVE GENERALE!

La journée du 1er septembre a été une journée de grève générale au Sénégal lancée par les organisations syndicales contre la décision gouvernementale de diminuer les salaires des fonctionnaires de 15%.

Cette journée de grève a, semble-t-il, été un succès. Elle a été suivie aussi bien par les travailleurs du public que du privé, et cela, aussi bien dans l'agglomération de Dakar que dans d'autres grandes villes. Même les marchés, d'habitude grouillant d'activités, étaient désertés par la population en guise de soutien à l'opération "ville morte" demandée par les organisations syndicales.

Le succès de cette journée d'action montre à quel point cette mesure de réduction des salaires dans la fonction publique touche l'ensemble de la population sénégalaise. Il faut rappeler que les salaires des fonctionnaires étaient déjà bloqués depuis plusieurs années et que parallèlement le gouvernement avait - dans le cadre du plan d'ajustement structurel exigé par le FMI pour obtenir de nouveaux crédits - lancé un plan de licenciement dans la fonction publique. Ce plan était déguisé en "départ volontaire" avec une prime pour ceux qui acceptaient de démissionner. Il y aurait eu ainsi près de 3 800 agents de la fonction publique touchés par cette première mesure sur les 66.000 fonctionnaires que compte le Sénégal.

Mais cela ne suffisait pas pour satisfaire les exigences des dirigeants du FMI et des différents bailleurs de fonds internationaux. Le gouvernement fit alors une sorte de chantage aux fonctionnaires en leur disant que c'était soit le licenciement pur et simple de 13.200 fonctionnaires supplémentaires soit une ponction de 15 % sur les salaires. C'est cette dernière solution qui a été décidée mais rien ne dit que demain les licenciements ne vont pas continuer.

Nous ne savons pas comment cette réduction de 15 % va être répartie sur les salaires car enlever 15% sur le salaire d'un haut fonctionnaire ou d'un ministre qui touche trois millions de FCFA (sans compter les divers

avantages non comptabilisés dans les salaires) ce n'est pas la même chose qu'enlever cette même proportion sur le maigre salaire d'un petit fonctionnaire qui, par dessus le marché, doit faire vivre une famille nombreuse.

A la fin de cette journée d'action qu'ils avaient par avance limitée à une seule journée, les dirigeants syndicaux se sont précipités devant la presse pour se féliciter. Ils ont, tour à tour, demandé aux autorités de négocier avec eux avant de prendre des décisions. En réalité, ce qu'ils reproche au gouvernement, c'est de ne pas les avoir associé à l'élaboration du plan.

Ces dirigeants syndicaux qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs et des petits fonctionnaires défendent en réalité leurs propres intérêts de bureaucrates. Car s'ils voulaient arracher les revendications, ils n'auraient pas par avance limité la grève à une journée et demandé aux gens de rester chez eux afin de faire de Dakar et des grandes agglomérations du Sénégal des "villes mortes" mais au contraire en en faisant des villes bien "vivantes" avec des gens agissant dans les rues et dans les lieux de travail, c'est-à-dire là où leurs actions sont les plus efficaces pour obtenir satisfaction.

En fait ils ne voulaient pas que cette grève fût une lutte pour arracher des revendications face à l'Etat et à l'ensemble du patronat, mais une simple journée "de protestation". Ils ne voulaient surtout pas que cette grève fût considérée comme une grève "politique" contre le gouvernement mais comme "un avertissement". Pour ces gens-là, la grève des travailleurs n'est rien d'autre qu'un moyen de se faire valoir auprès des dirigeants du pouvoir.

Du côté des partis politiques

de l'opposition, notamment du côté du PDS de Wade, cette journée fut une occasion de dénoncer hypocritement les mesures d'austérité. Wade appelait lui aussi à "une riposte populaire". Il a eu le culot de dire qu'il n'a "jamais cessé de dire que le gouvernement du PS nous menait à la catastrophe". Et pourtant, il y a quelques mois encore, il était avec un certain nombre de dirigeants de son parti, membre du gouvernement de Diouf qui menait "à la catastrophe". Ils avaient approuvé toutes les mesures d'austérité appliquées à l'époque, telles les licenciements dans la fonction publique, le blocage des salaires et la diminution des dépenses de l'Etat dans les secteurs utiles comme les hôpitaux, les dispensaires ou les maternités.

Durant la campagne pour les élections présidentielles il avait même annoncé qu'il fallait "réduire la masse salariale" de l'Etat afin de résorber le déficit budgétaire et par conséquent d'attirer la bienveillance des dirigeants du FMI. Mais ce n'est pas la première fois que Wade se trouve en flagrant délit de mensonge. C'est un politicien bourgeois sans scrupule, et qui n'a qu'une seule ambition dans la tête, celle d'être un jour à la tête de l'Etat pour y mener fondamentalement la même politique que ses prédécesseurs.

Alors, les travailleurs et les petites gens n'ont rien à attendre des politiciens fussent-ils de l'opposition comme Wade ni même des dirigeants syndicaux qui se soucient beaucoup plus de leur carrière politique que des revendications des travailleurs.

Alors, les travailleurs n'obtiendront satisfaction que par leur propre lutte, par leur détermination et par leur contrôle démocratique de leur combat. Par cette grève, ils ont montré leur force et leur capacité de se défendre. C'est le chemin à suivre.

M A L I**LE GOUVERNEMENT PREPARE UN MAUVAIS COUP CONTRE LES TRAVAILLEURS**

Le gouvernement d'Alpha Konaré vient d'annoncer qu'il cherchait des moyens pour réduire l'éternel déficit budgétaire et soi-disant pour assainir l'économie du pays. C'est un mauvais coup en préparation contre les travailleurs.

Pour le moment il n'a pas dit par quel moyen il compte arriver à réduire ce déficit annoncé. Va-t-il s'en prendre aux salaires des travailleurs comme vient de le faire son ami et frère de classe, Abdou Diouf au Sénégal ? Car ce dernier a eu le culot de prendre la décision non pas pour réduire les bénéfices du patronat et des privilégiés sénégalais mais soustraire de 15% les salaires des fonctionnaires.

Konaré aura sûrement envie de suivre l'exemple de Diouf, mais pour le moment il n'a pas osé le dire clairement. Craint-il la réaction de la classe ouvrière et des petits fonctionnaires qui font déjà partie de ceux qui sont les plus mal payés d'Afrique ? Quand on sait que les salaires dépassent rarement les

30.000 FCFA, pour ceux qui ont la chance d'en avoir un, on imagine ce que pourrait être la réduction de ce maigre salaire et surtout la colère que cela pourrait provoquer. L'exemple de la réaction de la classe ouvrière sénégalaise qui a déclenché une grève générale pour riposter contre les attaques perpétuées par le gouvernement d'Abdou Diouf est là pour démontrer que les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser faire.

Tous ces gouvernements réactionnaires à la solde de l'impérialisme ne rêvent que de protéger les intérêts du patronat et de leur maître, l'impérialisme français et ses alliés, au détriment des intérêts des classes laborieuses.

Si les travailleurs ne veulent pas subir ce plan d'austérité annoncé ou en préparation, ils n'ont pas d'autres moyens que de s'organiser pour lutter contre la dégradation de leurs conditions de vie et de travail.

UN MEPRIS POUR LES ABONNES AU TELEPHONE DE KAYENDI

Depuis trois semaines les abonnés au téléphone de Kayendi sont privés de communication. A la suite de la crue du fleuve, les poteaux téléphoniques qui le traversent ont été emportés par les eaux. Ce qui fait que les habitants de ce quartier de Kayes sont obligés d'emprunter des pirogues pour aller de l'autre côté du fleuve afin de recevoir ou d'envoyer des communications.

Ce n'est pas la première fois

que cela arrive, mais les dirigeants de cette société d'Etat n'ont pas l'air de se soucier des problèmes de leurs abonnés. De plus, ils ont le culot de réclamer le paiement des abonnements pendant la période où aucune communication ne passait. Un certain nombre de travailleurs immigrés ont fait des sacrifices pour faire installer des téléphones dans leurs familles pour pouvoir être en contact rapidement avec elles. Cela s'appelle du mépris à l'égard des abonnés.

C O T E D' I V O I R E

DOUBLEMENT DES SALAIRES DES DEPUTES, VOILA UN BON EXEMPLE POUR LES TRAVAILLEURS

En Côte d'Ivoire, les députés se sont octroyé en juin dernier le doublement de leurs salaires. Ceux-ci sont ainsi passés d'un seul coup de 450.000 à 911.000 FCFA. Dans le même temps, pour qu'il n'y ait pas de jaloux entre privilégiés, les ministres en auraient fait de même.

Cela a choqué notamment beaucoup de travailleurs et de petites gens. Et il y a de quoi. Car depuis des années, les dirigeants n'arrêtent pas de parler de la crise et de la nécessité de faire des sacrifices. Ils n'ont pas hésité, par exemple, à bloquer les salaires - depuis plus de dix ans - aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

En 1991, le gouvernement a décrété un "nouveau statut de la Fonction publique" au nom duquel les enseignants, embauchés après octobre 1991, ont vu leurs salaires réduits de moitié (par rapport à leurs collègues recrutés avant cette date). Il a prétendu que cette mesure allait lui permettre de recruter davantage de nouveaux fonctionnaires. Mais ce n'étaient que des propos démagogiques pour mieux faire accepter cette mesure d'austérité. Aujourd'hui, il y a officiellement des centaines d'enseignants et plus de 150 médecins au chômage alors qu'on a besoin d'eux pour éduquer et pour soigner les gens.

Malgré toutes ces mesures d'austérité, la situation économique

ne s'améliore pas. Il y a un appauvrissement général de la population. Les conditions de vie des travailleurs deviennent de plus en plus précaires. Les salariés ne sont même plus sûrs d'être payés à la fin du mois.

C'est ainsi que les ouvriers du bâtiment, par exemple, attendent souvent plusieurs semaines ou plusieurs mois avant d'être payés. C'est ainsi aussi que dans la fonction publique les salaires du mois de juin ont été payés avec trois semaines de retard. D'autres, plus mal lotis, attendent leurs salaires depuis plusieurs mois. C'est par exemple le cas des enseignants, recrutés en 1992, qui attendaient jusqu'en juillet dernier encore leurs salaires de toute l'année scolaire.

Ainsi, depuis plusieurs années, ce sont toujours les travailleurs et les gagne-petits qui paient les conséquences de la crise. Les riches et les dirigeants à leur service, non seulement ne font aucun sacrifice, mais s'enrichissent sans cesse - y compris en puisant dans les caisses de l'Etat.

Alors, il est temps que les travailleurs et les pauvres refusent de faire ce que leur disent les dirigeants, mais suivent l'exemple des députés et des ministres en exigeant une augmentation immédiate de leurs salaires. Et cela, ils ne peuvent l'imposer que par la force, par la lutte - en s'y mettant tous ensemble.

T C H A D

**LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE
DES MASSACRES DE GNIGUILIM ET NDJAMENA**

En août dernier, 66 personnes ont été massacrées et plus d'une centaine grièvement blessées le jour du marché de Gniguilim, village du Nord du Tchad, par une quinzaine d'hommes armés. Les assassins ont attendu que le marché soit animé pour tirer dans la foule, de sang froid. Parmi les morts et blessés graves, il y avait des enfants et des vieillards.

Le gouvernement de Ndjaména a tout de suite accusé une organisation d'opposition au régime, le "Conseil National de Redressement" (CNR) de Abbas Koty d'être à l'origine de ces massacres. Vrai ou faux? Toujours est-il que les jeunes de cette localité, révoltés par cette boucherie, ont manifesté contre le régime; ils ont mis le feu au siège local du Mouvement Patriotique du Salut, l'ancien parti unique du dictateur Idriss Déby; Ils ont demandé à tous les ressortissants du Ouaddaï de démissionner du gouvernement pour protester contre la tuerie de Gniguilim.

Il semble qu'aucun politicien du Ouaddaï n'a démissionné; tous tiennent à leur place, et pour cause! Mais la communauté ouaddaïenne de la capitale, en particulier les jeunes sont descendus dans la rue; en signe de mécontentement, ils ont dressé des barricades, brûlé des voitures. Les assassins et bandits qui gouvernent le Tchad sont intervenus brutalement contre les manifestants: il y aurait 400 morts. Certains manifestants sont poursuivis dans la rue par la soldatesque de Déby et égorgés; des

blessés soignés à l'hôpital central ont été achevés.

Les autorités de Ndjaména ont été surprises par la réaction de la population, surtout des jeunes. De

peur que la situation s'aggrave, en prévision, le dictateur Déby a appelé à son secours son frère ennemi Abbas Koty, de la même tribu que lui, en exil depuis 14 mois en Libye. Il pourrait, avec son armée donner un coup de main à Idriss Déby pour mâter la population de Ndjaména si elle se révoltait. Voilà le calcul du sinistre dictateur, qui, il y a seulement quelques jours, a essayé de faire porter le chapeau des massacres des paysans de Gniguilim au CNR de Abbas Koty.

Pour le moment la population Ndjaménoise dans son ensemble n'a pas réagi, ni les syndicats des travailleurs. Les affrontements de la capitale étaient perçus comme les règlements de compte entre les gens du Ouaddaï : Arabes, Zaghawas et Ouaddaïens. Mais ils peuvent prendre un jour une autre ampleur tant est grand le mécontentement envers les dirigeants incapables de lutter contre l'insécurité, et dont le seul objectif est de s'enrichir par tous les moyens.

Si c'est toute la population qui descend dans la rue comme ce fut le cas en février dernier après l'assassinat de Béhidi, mais cette fois-ci avec les armes à la main, les armées réunies de Déby et de son frère zaghawa Abbas Koty n'y pourront rien.

C E N T R A F R I Q U E

UN VALET DE L'IMPERIALISME LACHE AU PROFIT D'UN AUTRE

Les résultats des élections présidentielles en Centrafrique ont été annoncés. L'homme de la France, le général Kolingba a perdu. Il arrive, avec 12% des voix, en quatrième position derrière Ange Patassé (37%), Abel Goumba (21%) et David Dacko (20%). Prévoyant sa défaite aux élections présidentielles et législatives qui ont eu lieu le 23 août, il a annoncé juste avant la publication des deux résultats, la modification du code électoral. Une manoeuvre pour essayer d'annuler ces dernières élections et remettre ainsi en cause sa défaite.



Les petits calculs électoraux de ce dictateur se sont révélés faux. La France ne le soutient plus; elle a menacé de supprimer toute aide financière si Kolingba ne se soumet pas au verdict des urnes. Finalement le général dictateur a fait marche arrière. Il a préféré écouter la voix de son maître l'impérialisme français.

La France a lâché son homme de paille après dix ans de soutien inconditionnel, tout autant qu'elle a laissé tomber les dictateurs précédents, Bokassa et David Dacko. Aujourd'hui l'impérialisme français a estimé que ce dictateur est incapable d'assurer le calme dans le pays.

Le régime de Kolingba est pourri; les fonctionnaires ne sont pas payés régulièrement. L'économie est en banqueroute. Et si la France menace de supprimer les aides, ce n'est nullement par souci du respect de la démocratie en Centrafrique. En fait l'impérialisme français a peur que le changement se fasse sans son intervention à quelque niveau que ce soit. Mille cinq cents hommes de troupe de l'armée française assurent la sécurité des trusts français dans le pays.

Il y aura certainement bientôt un deuxième tour des élections présidentielles avec les deux gagnants du premier. Si Abel Goumba se présente comme opposant au régime en place en Centrafrique, Ange Patassé quant à lui n'est pas un homme nouveau. Il est l'ancien premier ministre de Bokassa, c'est en quelque sorte la solution de rechange pour l'impérialisme français.

Dans les tous cas, ces élections, quel que soit le gagnant parmi ces deux hommes, ne régleront rien aux problèmes qui se posent dans ce pays, en particulier à la vie de tous les paysans pauvres et les travailleurs.

N I G E R I A

LE MECONTENTEMENT GROSSE CONTRE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Comme la plupart des dictateurs africains tels que Mobutu (Zaïre), Eyadéma (Togo) et récemment Kolingba (Centrafrique), celui du Nigéria le général Babangida a, lui aussi, annulé les élections dont le résultat lui était défavorable.

Ces dictateurs-là veulent bien accepter le jeu démocratique à condition que cela leur profite. Sinon ils sortent leurs griffes. Babangida a déclaré nul le résultat des élections présidentielles. Le candidat qu'il soutenait, paraît-il, a été battu par un autre candidat de l'opposition. Mais devant les pressions de l'impérialisme américain et anglais, il a finalement cédé en démissionnant de son poste de président et en nommant un gouvernement de transition civil à sa botte.

A peine installé, le gouvernement intérimaire a commencé à sévir. Tous ceux qui contestent la nullité du scrutin du 12 juin décidé par Babangida sont considérés hors-la-loi. Des responsables politiques ont été jetés en prison. En outre ce gouvernement intérimaire a maintenu l'augmentation du prix de pétrole pour les particuliers. Cette mesure impopulaire avait été levée par l'ancien gouvernement suite à des manifestations.

Du coup les manifestations ont repris pour exiger la démission du gouvernement de transition et l'annulation de l'augmentation du prix du pétrole pour les particuliers. Plusieurs grèves dont une générale ont paralysé le pays. Les transports terrestres et aériens ont été bloqués.

Le gouvernement intérimaire, devant l'ampleur du mouvement de grève a lâché du lest. Des prisonniers ont été relâchés dont des journalistes mais tous les journaux plus ou moins de l'opposition restent interdits. Pour ce gouvernement, il n'est pas question de revenir sur les élections annulées.

Certains démocrates nigériens veulent que l'on se plie aux résultats des élections annulées du 12 juin dernier qui ont donné vainqueur le millionnaire Abiola actuellement à Londres.

Mais cet homme richissime qui attend tranquillement dans un hôtel de luxe le feu vert de ses maîtres américains et anglais de rentrer, s'il arrive au pouvoir, ne fera rien pour les déshérités. Les intérêts de la population laborieuse sont très loin de ses préoccupations.

ELECTIONS AU TOGO

UNE MASCARADE BOUDEE PAR LA MAJORITE

Le 29 août dernier, les résultats des élections présidentielles au Togo ont été rendus publics. Le général Eyadéma a été réélu avec 97% des voix, comme il en a l'habitude depuis plus de 20 ans qu'il est au pouvoir. Il a été pratiquement le seul candidat, puisque les deux principaux candidats de l'opposition se sont finalement retirés et que les deux

autres restés en lice étaient ses complices.

Ces élections ont été évidemment émaillées de nombreuses fraudes. Et contre cela, il y a eu des protestations, notamment de la part des jeunes. C'était par exemple le cas de ceux du village d'Agbandi, dont plusieurs dizaines ont été arrêtés. Au lendemain de leur arrestation, 19 d'entre eux étaient morts en prison.

Mais ce n'est pas ces assassinats qui ont le plus choqué les dirigeants de la prétendue opposition. Non! Ces gens qui espéraient arriver au pouvoir par les élections, se sont retirés de la course électorale parce qu'ils ont perdu leurs illusions, (vu que les conditions dans lesquelles se déroulaient ces élections ne leur laissaient aucune chance de l'emporter).

Certains pays dits démocratiques -notamment la France qui avait financé ces élections- dont les représentants étaient sur place n'ont pas manifesté la moindre indignation, ne serait-ce qu'au sujet de ces jeunes tués en prison. Pour eux, l'essentiel est que le dictateur togolais qui reste le meilleur défenseur de leurs intérêts soit réélu.

Ces élections ont été organisées dans le seul but de consolider le pouvoir d'Eyadéma, quelque peu affaibli depuis plusieurs mois par des grèves et des

manifestations de rue. C'était une duperie qui n'a pas échappé à la grande majorité des populations. C'est ainsi que 64% des électeurs ont boudé ces élections. Et ils ont raison.

Les élections, transparentes ou pas, ne leur apporteront rien. C'est l'explosion de la colère populaire qui, en 1990 a effrayé Eyadéma et ses maîtres, et a obligé ceux-ci à reculer en se contentant d'accepter le multipartisme. Une telle évolution bénéficiera peut-être aux dirigeants des partis d'opposition s'ils choisissent de jouer le jeu des élections législatives déjà annoncées.

Les travailleurs togolais, les paysans pauvres, les exploités en général n'ont rien à attendre du régime d'Eyadéma même bardé de l'étiquette du multipartisme. Ils ne pourront obtenir que ce qu'ils seront capables d'arracher eux-mêmes par leurs luttes conscientes et par la dimension nécessaire du combat.

I M M I G R A T I O N

PASQUA TIENT A SA LOI CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES.

Charles Pasqua a annoncé que malgré le rejet d'une partie de ses mesures contre les travailleurs immigrés, il veut à tout prix réaliser son projet.



Pour cela, il veut organiser soit un référendum soit un congrès du parlement pour changer les points

litigieux de la constitution qui l'empêchent d'appliquer toutes ses mesures.

Et pourtant le conseil constitutionnel n'a pas rejeté grand-chose. Pasqua voulait interdire aux maires de célébrer les mariages sans être sûrs qu'il ne s'agissait pas de "mariage blanc". Cette interdiction était jugée anti-constitutionnelle. Deuxième point litigieux, Pasqua voulait que toute demande d'asile politique devait être d'abord contrôlée par la préfecture avant de passer à l'OFPPA, ce qui donnerait la possibilité d'arrêter presque toutes les demandes ainsi que leurs auteurs. Ce deuxième point également a été jugé non conforme aux Conventions de Genève.

Malgré tout cela, Baladur a annoncé qu'il y aurait un congrès pour réviser la constitution et

laisser les mains libres à son ministre afin de pouvoir appliquer ses mesures selon ses convenances.

De toutes les manières, les contrôles policiers ne datent pas d'aujourd'hui. Les flics racistes n'ont pas attendu les aboiements de

Charles Pasqua pour contrôler et humilier les travailleurs immigrés. C'est un fait quotidien que ceux-ci vivent depuis des années. Pasqua a simplement donné un peu plus de zèle et de pouvoir à la police pour déverser encore plus leur mépris raciste sur les immigrés.

APRES 45 ANS D'HUMILIATION DU PEUPLE PALESTINIEN, UN PROJET D'ACCORD ENTRE ISRAEL ET L'OLP

Les dirigeants d'Israël et ceux de l'OLP, la centrale palestinienne, ont négocié en secret en Norvège un projet d'accord. A l'heure actuelle c'est à Washington et sous le "parrainage" direct de l'impérialisme américain que se poursuivent les négociations.

Pendant ce temps, Shimon Perez, le chef de la diplomatie israélienne entame une tournée auprès des principaux dirigeants occidentaux pendant que Yasser Arafat tente d'obtenir l'aval des dirigeants arabes.

S'il est signé, en quoi consiste cet accord de principe?

Il s'agit de l'autonomie de la bande de Gaza et de Jericho. La bande de Gaza est une région de 500 km² coincée entre la méditerranée d'un côté et de l'autre le Sinaï (désert égyptien) et Israël. Une sorte d'immense prison où sont entassés 800 000 palestiniens (seuls 10 000 d'entre eux ont le droit de sortir vers Israël). Les militaires israéliens y imposent un couvre-feu presque permanent et y tuent même les adolescents en bas âge.

Jericho est un tout petit bout de terre situé en Cisjordanie occupée et ne bénéficie d'aucune voie de communication directe avec Gaza. Dans ces zones, les nouvelles autorités palestiniennes prendraient en charge l'essentiel des fonctions administratives y compris celle du maintien de l'ordre. Si cet essai paraît satisfaisant pour les dirigeants israéliens, un "conseil

palestinien" pourrait être étendu à l'ensemble de la Cisjordanie après des élections sous haute surveillance.



Arafat et Hassan II

Même une fois l'autonomie accordée, l'armée israélienne demeurerait présente dans les endroits stratégiques sous prétexte de protéger les colonies de peuplement juif, armées elles-mêmes jusqu'aux dents. En réalité, on est loin de la constitution d'un Etat palestinien, même "croupion", objectif dérisoire vers lequel les dirigeants de l'OLP ont réduit 45 ans de résistance héroïque de ce peuple spolié et privé de toute reconnaissance.

Même si l'accord devenait effectif et appliqué, ce qui est loin d'être acquis, ces régions ont plus de chance de ressembler à des "bantoustans" non viables économiquement et entièrement dépendants de l'Etat hébreux.

Ce que craignent les dirigeants israéliens et les puissances impérialistes

L'Etat israélien assurait et assure toujours le rôle de gendarme des intérêts des puissances occidentales dans le Moyen Orient. Malgré les appuis militaires, celui de l'impérialisme américain en particulier, une grande partie du budget de l'Etat est consacrée à "Tahal", l'armée israélienne. Ni les bombardements à grande échelle, ni le pilonnage aérien sur le Sud-Liban, ni la répression dans les territoires occupés n'ont réussi vraiment à étouffer le peuple palestinien.

Les partis bourgeois nationalistes dits "progressistes" ou "anti-impérialistes" qui occupaient le terrain politique se sont effondrés. Le vide politique ainsi créé a profité aux mouvements intégristes musulmans, qui développent un langage populiste démagogique à l'échelle de tous les pays arabes. Ils s'inspirent des aspects les plus rétrogrades de la religion musulmane et tirent toute la société en arrière.

L'appauvrissement brutal des populations dû à la rapacité des capitalistes et à la chute des cours pétroliers risque d'embraser la poudrière que constitue le Moyen-Orient.

Bien sûr, ni le mouvement Hamas, ni le "Jihad islamique" qui occupent le terrain laissé par l'OLP, ne constituent une remise en cause fondamentale des intérêts impérialistes. (Après tout ils se sont bien accommodés du régime iranien).

Mais à choisir, l'impérialisme préfère aujourd'hui discuter et négocier (ou faire semblant) avec des dirigeants comme Arafat, un interlocuteur "au rameau d'olivier" finalement bien contrôlé et docile à l'égard des régimes arabes, des puissances impérialistes...et même d'Israël plutôt que de prendre le risque de laisser se développer le mouvement intégriste. C'est grâce au combat héroïque du peuple palestinien que ce processus est en train de prendre forme.

Pour l'émancipation de tous les pauvres et déracinés de la région

A la tête d'un combat qui menace d'enflammer dans une même révolte tout le monde arabe, les dirigeants de l'OLP n'ont cherché qu'à conquérir les bonnes grâces des dictatures arabes pour marchander auprès de l'impérialisme et de l'Etat israélien la seule existence d'une petite autorité sur des lambeaux de territoire.

Mais le mouvement palestinien pouvait et peut encore incarner un espoir bien plus fort, un espoir dépassant les limites de la Palestine. Il peut constituer le fer de lance de l'unité arabe, de la révolution arabe.

Ce sentiment d'unité, cette perspective, seule une direction prolétarienne peut l'incarner réellement. Car seule une telle direction n'aurait aucune raison de respecter les dictatures en place, les inégalités et les frontières.

La révolution arabe sera socialiste ou ne sera pas.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.